



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

La Guadeloupe et la Martinique connaissent une crise sociale de grande ampleur. La FSU exprime toute sa solidarité avec les guadeloupéen-nes et les martiniquais-es : l'explosion sociale d'aujourd'hui est révélatrice de problèmes profonds qui n'ont jamais fait l'objet d'un traitement véritable.

Qu'en est-il par exemple des promesses de « plan pour la jeunesse », ou encore « de plan santé » faites après le mouvement de 2009 dans ces territoires ?

Dans les écoles et établissements scolaires, la vétusté des locaux, le manque d'eau, l'invasion de rongeurs ou encore les émanations de sargasses ne font toujours pas l'objet d'une attention véritable des pouvoirs publics entraînant des fermetures répétées de classes et d'établissements scolaires.

La surdité du gouvernement aux revendications exprimées par le mouvement social, qui aujourd'hui dépassent le seul cadre de la santé et de l'obligation vaccinale, est lourde de conséquences et l'envoi de forces de l'ordre supplémentaires comme seule réponse ne peut qu'exacerber la crise. La situation créée par la défiance de la population, que les mensonges comme celui sur le chlordécone ont renforcée, peuvent expliquer en partie la tension particulière.

La FSU rappelle son opposition à l'obligation vaccinale pour exercer certains métiers, notamment pour les Psy-EN, et demande à l'Etat de tout faire pour apaiser la situation.

Parce que la FSU souhaite que le calme revienne, elle demande l'ouverture de négociations associant l'ensemble des parties prenantes dont toutes les organisations syndicales sans exception. Il faut en particulier aujourd'hui un plan d'urgence d'investissement dans les services publics, d'embauche et de formation des jeunes.

Les Lilas le 25 novembre 2021